

> Congé ou temps partiel pour création ou reprise d'entreprise : Demande du salarié, réponse de l'employeur, au terme du congé ou du temps partiel (dispositions supplétives)

D. 3142-74

Décret n°2016-1555 du 18 novembre 2016 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut de convention ou d'accord mentionné à l'article **L. 3142-117**, la demande de prolongation d'un congé ou d'une période de travail à temps partiel pour la création ou la reprise d'entreprise précédemment accordés fait l'objet d'une information de l'employeur dans les conditions mentionnées à l'article **D. 3142-73**, deux mois avant son terme.

D. 3142-75

Décret n°2016-1555 du 18 novembre 2016 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut de convention ou d'accord mentionné à l'article **L. 3142-117**, le départ en congé peut être différé par l'employeur dans les conditions mentionnées à l'article **L. 3142-114**, de telle sorte que le pourcentage des salariés simultanément absents de l'entreprise au titre du congé pour la création d'entreprise, pour l'exercice de responsabilités de direction au sein d'une entreprise répondant aux critères de jeune entreprise innovante et au titre du congé sabbatique ne dépasse pas 2 % de l'effectif de cette entreprise, jusqu'à la date à laquelle cette condition de taux est remplie ou que le nombre de jours d'absence prévu au titre de ces congés ne dépasse pas 2 % du nombre total des jours de travail effectués dans les douze mois précédant le départ en congé. Pour permettre le départ en congé d'un salarié, cette période de douze mois est prolongée dans la limite de quarante-huit mois.

D. 3142-76

Décret n°2016-1555 du 18 novembre 2016 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut de convention ou d'accord mentionné à l'article **L. 3142-117**, dans les conditions mentionnées à l'article **L. 3142-115**, dans les entreprises d'au moins trois cents salariés, le début de la période de travail à temps partiel peut être différé par l'employeur si le pourcentage de salariés de l'entreprise passant simultanément à temps partiel au titre du présent congé ne dépasse pas 2 % de l'effectif de cette entreprise, jusqu'à la date à laquelle cette condition de taux est remplie.

[service-public.fr](#)

> Congé ou temps partiel pour création ou reprise d'entreprise : Demande du salarié, réponse de l'employeur, au terme du congé ou du temps partiel (dispositions supplétives)

Section 4 : Congé d'enseignement ou de recherche

Sous-section unique : Dispositions supplétives

D. 3142-77

Décret n°2021-1332 du 12 octobre 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut de l'accord mentionné à l'article **L. 3142-129**, le salarié informe l'employeur par tout moyen conférant date certaine, au moins trois mois avant le début du congé ou de la période de travail à temps partiel consacré à l'enseignement ou à la recherche, de sa volonté de bénéficier de ce congé ou d'une réduction de son temps de travail.

Le salarié précise la durée du congé ou l'amplitude de la réduction souhaitée de son temps de travail.

D. 3142-78

Décret n°2021-1332 du 12 octobre 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut de l'accord mentionné à l'article **L. 3142-129**, la demande de prolongation du congé ou de la période de travail à temps partiel consacré à l'enseignement ou à la recherche précédemment accordé est adressée à l'employeur, dans les conditions mentionnées à l'article **D. 3142-77**, trois mois avant son terme lorsque la durée